

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58000 Nevers Cedex

Nevers, le 04/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DE.VA.EL.**

CD 978

"La Sablière"

58000 Saint-Éloi

Références : 260107  
Code AIOT : 0025100036

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement DE.VA.EL. Implanté "La Sablière" - 58000 Saint-Éloi. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection a été réalisée de manière inopinée, à la suite d'un signalement reçu par l'administration. Elle s'inscrit dans le prolongement de l'inspection du 4 juillet 2025, également menée de façon inopinée, dont les suites étaient toujours en cours de procédure contradictoire à la date du présent contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DE.VA.EL.
- "La Sablière" - 58000 Saint-Eloi
- Code AIOT : 0025100036
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DE.VA.EL. (DEchets VALorisation Elimination) est autorisée par arrêté préfectoral n° 58-2017-11-06-001 du 6 novembre 2017 à exploiter une plate-forme de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, sur la commune de Saint-Éloi (58). Le site et l'exploitation ont été rachetés par la société ASTRADEC le 28 décembre 2020. L'exploitation était gérée jusqu'en avril 2022 par la société DE.VA.EL et est aujourd'hui exploitée par la société ASTRA RECYCLAGE, appartenant au Groupe ASTRADEC, mais la procédure de changement d'exploitant n'a pas été faite selon la réglementation en vigueur. De plus, la situation administrative du site est irrégulière depuis 2019.

Depuis 2004, les inspections mettent en évidence des remblais importants sur un ancien terrain marécageux et la présence de nombreux déchets (BTP, ferrailles, plastiques, équipements électroniques (DEEE), huiles).

La société DE.VA.EL (DEchets VALorisation Elimination) a été autorisée par arrêté préfectoral n° 58-2017-11-06-001 du 6 novembre 2017 à exploiter une plate-forme de traitement de déchets dangereux (amiante liée) et de déchets non dangereux non inertes au lieu-dit «Champ des Charbonnières» à Saint-Éloi, sur les seules parcelles A 208 et A 1569.

Depuis 2019, le non-respect des prescriptions de cet arrêté préfectoral est constaté (audit, bornage, conditionnement des déchets amiantés, transfert d'activités). Malgré des inspections quasi annuelles (programmées, réactives ou inopinées), trois arrêtés de mise en demeure et deux arrêtés d'astreinte, la situation est restée irrégulière : le changement d'exploitant n'a pas été effectué sur le plan réglementaire, la situation administrative du site n'a pas été régularisée, l'activité dépasse toujours les quantités et les parcelles autorisées et de nombreuses non-conformités persistent, notamment concernant le stockage et l'organisation des déchets, ce qui entretient un risque incendie important malgré les sanctions administratives.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Autre
- Déchets
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------|--|--|--|-----------------------|
| 1  | Situation administrative | AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1er | Avec suites, Suspension  | Suspension   |                       |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis l'inspection du 4 juillet 2025, la situation du site s'est fortement détériorée. Concernant le risque incendie relevé, l'exploitant n'a pris aucune mesure préventive, une cuve de GNR a été retrouvée au milieu de matériaux combustibles et sous la ligne à haute tension.

Concernant la gestion des déchets, les volumes n'ont pas semblé avoir diminué, des déchets inertes et non inertes ont été enfouis sur une extension non autorisée de la plate-forme.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1er   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE   |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Suspension</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue :</li> </ul>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux - 58000 SAINT-ÉLOI, exploitant une plate-forme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit «Champ des Charbonnières» sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre), est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 1.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en transmettant à l'inspection des installations classées le rapport de l'audit environnemental portant sur la nature, la composition, la qualité et la stabilité technique des matériaux remblayés sur les parcelles des terrains cadastrées 208, 209, ainsi que sur la partie ouest par rapport à la canalisation de gaz qui traverse le site suivant une direction nord-sud des parcelles de terrains cadastrées 1535 et 1569 ;</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en faisant réaliser le contrôle des eaux superficielles. Ce contrôle a lieu en période pluvieuse (d'octobre à juin), via des prélèvements et analyses sur les eaux pluviales issues de son site. Les paramètres contrôlés sont ceux définis aux articles 4.3.12 et 4.3.14 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé. Les analyses sont assurées suivant les normes en vigueur ;</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017 en déposant un dossier de porter-à-connaissance concernant l'exploitation d'une station de transit de produit minéraux et en cessant cette activité dans l'attente d'une régularisation.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b>   |

#### Rappel des constats de la visite inopinée du 4 juillet 2025 :

Ni le rapport de l'audit environnemental, ni le contrôle des eaux superficielles demandés dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé n'ont été réalisés ou transmis à l'Inspection.

Un dossier de régularisation administrative a été déposé par l'exploitant en décembre 2022. Suite à ce dossier, l'exploitant n'a pas répondu à la demande de compléments du 22/11/2023. Parmi les éléments demandés, une mise à jour de la situation administrative était attendue.

L'Inspection concluait que le site, en date du 4 juillet 2025, exploitait sans les autorisations, enregistrements ou déclarations requis, *a minima*, les rubriques suivantes :

- 1532 : Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues : Autorisation
- 2760-3 : Installation de stockage de déchets inertes : Enregistrement
- 2714 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois : Enregistrement
- 2716 : Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes : Enregistrement
- 2780 : Installation de compostage de déchets non dangereux ou matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation : régime à définir en fonction de la capacité de traitement
- 2260 : Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels : régime à définir en fonction de la puissance du broyeur
- 2718 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux : Autorisation

L'inspection soulignait le fait qu'elle n'a pas observé de moyens de défense et lutte contre l'incendie lors de la visite du site.

Suite à cette inspection, l'exploitant a indiqué avoir évacué 4 500 m<sup>3</sup> de bois pour lesquels il a fourni les bons de pesée et de livraison à l'Inspection le 25 février 2026.

#### Constats de la visite inopinée du 3 mars 2026 :

Aucun nouveau dossier de régularisation administrative n'a été reçu par l'Inspection.

Lors de la présente inspection, il est constaté que la quantité de déchets ne semble pas avoir diminué.

Des déchets de bois ont été retrouvés éparpillés sur le site, sous différentes formes broyés ou non, dans une quantité toujours difficilement quantifiable mais supérieure à 50 000 m<sup>3</sup>. Par ailleurs, un apport de déchets de bois a été observé pendant l'inspection.

Sur la plate-forme ouest du site, sous la ligne à haute tension qui survole le site, des déchets de bois sont également stockés. Au milieu de ceux-ci, une cuve de gazole non routier (GNR) pleine a été retrouvée.

Les déchets dits "DIB" à trier semblent également avoir augmentés sans qu'aucun aménagement permettant l'amélioration des conditions de tri n'ait été effectué.

Un chemin avec une flèche directionnelle "Gravats" a été créé, menant par derrière la plate-forme où étaient entreposés les déchets inertes lors de l'inspection de juillet 2025. Il est alors observé que ce chemin mène à une extension du site non déclarée où sont déversés des déchets inertes et non inertes, ces déchets sont alors enfouis. Cette activité relève de la rubrique 2760-2b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation et est exploitée sans l'autorisation requise.

L'extension non autorisée de la plate-forme est estimée approximativement par l'Inspection avec les vues aériennes à sa disposition (source : Google, Géoportail). Depuis 2023, elle se serait étendue sur 21 m à l'est, sur une hauteur de 15 à 20 m soit un volume de déchets de 31 500 à 42 000 m<sup>3</sup>.

Ces constats démontrent une aggravation des faits constatés le 4 juillet 2025.

Au vu de ces constats, l'inspection maintient sa proposition de suspension.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est rappelé à l'exploitant que, pendant toute la durée de la suspension, il est tenu d'en assurer la sécurité, en particulier la sécurité incendie, et de prendre toutes les dispositions nécessaires permettant de prévenir tout départ de feu sur site.

Il est demandé à l'exploitant d'effectuer, par un géomètre expert, un plan topographique complet et détaillé du site permettant de déterminer les volumes de déchets enfouis.

L'exploitant doit évacuer les déchets enfouis illégalement vers des filières dûment autorisées et adresser à l'Inspection les justificatifs afférents.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension